



(Le président congolais Félix Tshisekedi a promis mercredi de sortir le quart de la population de la République démocratique du Congo de la « pauvreté » d’ici à cinq ans. Le chef de l’État a fait cette promesse lors du lancement d’un « programme accéléré de lutte contre la pauvreté et les inégalités » en RDC.« Ce programme vise à ce que 20 millions de Congolais vivant en milieu rural et périurbain dans les 145 territoires de notre pays quittent la pauvreté ou l’extrême pauvreté dans les cinq prochaines années », a déclaré M. Tshisekedi devant plusieurs personnalités congolaises et des diplomates étrangers.)

BURUNDI :

Burundi : Une première, les anesthésistes Burundi en fête

October 17, 2019/By admin

BUJUMBURA, Mardi 15 octobre 2019 – Dans le cadre des Politiques Etrangère, Globale, et Intérieure, Associative et Scientifique des Barundi, Dr. NSABURORERE Luc, représentant légal adjoint de l’Association des Techniciens Supérieurs Anesthésistes Réanimateurs pour la Promotion de la Santé (ATSARPS), participait, en tant qu’organisateur, à une activité réalisée en partenariat avec Incision Burundi, à l’occasion de la journée mondiale de l’anesthésie dont la thématique 2019 est : “ la réanimation cardio – pulmonaire“.

C’est la première fois que cette journée mondiale de l’anesthésie est célébrée au Burundi. Dr. NSABURORERE est anesthésiste ou anesthésiologiste, soit un médecin anesthésiste-réanimateur qui a pour fonction d’endormir le patient dans un hôpital, clinique, ou centre de santé, avant une opération chirurgicale.

Au Burundi, Dr. NSABURORERE, en tant qu’anesthésiste, est membre de la Corporation de

Production des Barundi ou Corporation des Métiers des Barundi, appelée HUTU [<http://burundi-agnews.org/hutu>]. Mais en même temps, comme Médecin – anesthésiste, biologiste, Dr. NSABURORERE appartient, si seulement il est INITIE à la Confrérie des BAGANGA (UMUGANGA = MEDECIN) BARUNDI, organe membre de la Corporation des Régulateurs Barundi, appelée BAPFUMU [<http://burundi-agnews.org/bapfumu>].

RWANDA :

CENTRAFRIQUE – RWANDA : Visite Officielle du Président Kagame en République Centrafricaine

16 octobre 2019/afriqueactudaily.com

Suite à la visite d'Etat du président Paul Kagame en République Centrafricaine, les deux chefs d'Etats Faustin Archange Touadera de la Centrafrique et celui du Rwanda Paul Kagame ont fait une déclaration commune, dont voici le contenu.

Son

Excellence, Monsieur Paul KAGAME Président de la République du Rwanda, a effectué une visite d'Etat à Bangui en République Centrafricaine, le 15 Octobre 2019, à l'invitation de Son Excellence Professeur Faustin Archange Touadera, Président de la République Centrafricaine, accompagné d'une forte délégation.

Cette

première visite du Président Rwandais en République Centrafricaine, traduit la volonté commune et la détermination des deux chefs d'Etats de redynamiser les relations bilatérales entre les deux pays.

A

l'occasion de cette visite d'Etat, les deux Chefs d'Etat ont eu un entretien en tête à tête, au cours de laquelle les questions ayant trait à la coopération bilatérale ont été examinées et un large échange de vues sur les questions régionales et internationales a eu lieu.

Au

plan bilatéral, Ils ont en particulier examiné les propositions d'actions dans les domaines stratégiques de la diplomatie, de la défense, des mines et du pétrole, lesquels se sont traduits par la signature de quatre (04) Protocoles d'Accords dans les domaines respectifs.

Les deux Chefs d'Etat se sont félicités du caractère exceptionnel des relations entre les deux pays.

Son Excellence Monsieur Paul Kagame, Président de la République du Rwanda a salué l'Accord Politique pour la Paix et la Réconciliation, signé à Bangui, le 06 février 2019. Il a également réitéré la disponibilité du Rwanda à apporter son soutien aux efforts du Président Faustin Archange Touadera pour préserver l'intégrité du territoire, l'unité et la réconciliation nationale, ainsi que les initiatives du Gouvernement visant à restaurer l'autorité de l'Etat, ramener la paix et la sécurité dans le pays et promouvoir le développement.

Le Président Faustin Archange Touadera a exprimé sa gratitude au Président Paul Kagame pour la forte présence et l'efficacité du contingent Rwandais au sein de la MINUSCA.

Les deux Chefs d'Etat ont marqué leur accord, pour de la tenue dans les plus brefs délais, de la toute première Session de la Grande Commission Mixte de Coopération Centrafrique-Rwanda, en vue d'explorer les différents domaines de coopération ouverts par l'Accord-cadre de Coopération signé au mois de Mai 2017 à Kigali.

Au niveau du secteur privé, les deux Chefs d'Etat ont noté que le contexte actuel au Rwanda et en Centrafrique offre diverses opportunités qui pourraient être exploitées par les opérateurs économiques centrafricains et rwandais. A cet effet, ils se sont résolus de tout mettre en œuvre pour instaurer un véritable climat de confiance entre les opérateurs économiques des deux pays, condition essentielle pour accroître les investissements.

Les deux Parties ont réaffirmé leur attachement au sein de la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC), et de l'Union Africaine (UA), en vue de poursuivre le processus d'intégration africaine.

Au terme de sa visite en Centrafrique, Son Excellence Paul Kagame, Président de la République du Rwanda a exprimé sa profonde gratitude à Son Excellence Professeur Faustin Archange Touadera, Président de la République, Chef de l'Etat, au Gouvernement et au peuple centrafricain pour l'accueil fraternel et pour les excellentes facilités qui ont été offertes à lui-même ainsi qu' à sa délégation au cours de leur séjour à Bangui.

Son Excellence Monsieur Paul Kagame, Président de la République du Rwanda a invité Son Excellence Professeur Faustin Archange Touadera, Président de la République, Chef de l'Etat à effectuer une visite officielle en République du Rwanda. L'invitation a été acceptée et la date sera fixée de commun accord par voie diplomatique

Fait à Bangui, le 15 Octobre 2019
rwandaactu

RDC CONGO :

RDC: Tshisekedi promet de sortir le quart de Congolais de la « pauvreté » en 5 ans
17 octobre 2019/afrique.lalibre.be

Le président congolais Félix Tshisekedi a promis mercredi de sortir le quart de la population de la République démocratique du Congo de la « pauvreté » d'ici à cinq ans. Le chef de l'État a fait cette promesse lors du lancement d'un « programme accéléré de lutte contre la pauvreté et les inégalités »

en RDC.

« Ce programme vise à ce que 20 millions de Congolais vivant en milieu rural et périurbain dans les 145 territoires de notre pays quittent la pauvreté ou l'extrême pauvreté dans les cinq prochaines années », a déclaré M. Tshisekedi devant plusieurs personnalités congolaises et des diplomates étrangers.

« Le programme doit aussi s'assurer que la population en milieu rural (...) consomme au moins un repas équilibré par jour », a-t-il ajouté.

Sans concurrencer les institutions gouvernementales, a indiqué M. Tshisekedi, ce programme « vise à accroître l'accès de la population aux services de base ».

Immense pays d'Afrique centrale de 2,3 millions de km², la RDC compte environ 80 millions d'habitants. Le PIB moyen par habitant est de 495 dollars/an, soit 1,35 dollar par jour, avec d'immenses disparités, malgré les énormes richesses naturelles dont regorge le pays.

Tshisekedi a rappelé que « la desserte en eau potable tourne autour de 26% au niveau national, avec une disparité criante entre le milieu urbain, ravitaillé à 38%, et le milieu rural couvert à 14% ». Tandis que la desserte en électricité est « inférieure à 10% au niveau national et de seulement 1% en milieu rural ».

Sans préciser le financement de ce programme, M. Tshisekedi a invité le gouvernement à « explorer toutes les voies possibles susceptibles de nous donner les moyens de cette action salvatrice pour notre peuple ».

Selon la présidence, ce projet va démarrer avec 15 territoires situés dans les régions de l'Équateur, Bandundu (ouest), Kasai (centre).

UGANDA :

Uganda-Rwanda ties: No word from Kampala as 30 days elapse

October 17, 2019/newtimes.co.rw

When Rwandan and Ugandan officials met in Kigali last month on September 16, both parties agreed that a follow up meeting, to iron out the differences between both countries would happen 30 days later in Kampala, Uganda.

Those 30 days, however, elapsed on Wednesday with Kigali not hearing from Kampala.

When the parties met last month, Kigali had invited the Kampala delegation which was headed by Ugandan Foreign Affairs Minister Sam Kutesa.

It was expected that Kampala would then invite Kigali for the follow up meeting, but according to Rwandan officials, nothing happened.

Olivier Nduhungirehe, the Minister of State in charge of the East African Community, on Wednesday evening indicated that Kigali was still waiting to hear from Kampala.

Nduhungirehe said: "Rwanda is waiting for an invitation by the Ugandan side for the said meeting."

Last month's meeting ended without a major breakthrough with both sides agreeing to meet in Kampala after 30 days to review progress on the implementation of the Memorandum of Understanding signed in Luanda, Angola a month earlier.

According to a joint statement, which was released shortly after almost six hours of talks at the Ministry of Foreign Affairs headquarters in Kimihurura, the Rwandan delegation served their Ugandan counterparts with a list of Rwandan nationals who are illegally held in Uganda.

At the time, Nduhungirehe told the delegates at the joint Ad hoc Commission meeting that persistent arbitrary detention and torture of innocent Rwandans in Uganda was one of the issues that have undermined bilateral relations between the two neighbours.

In March, Kigali issued an advisory on Uganda travel saying it could not guarantee its citizens' safety there.

Among others, it was expected that the second meeting would discuss issues of mutual concern such as free movement of persons, goods and services across the common border.

According to the joint September statement, Uganda promised to verify information related to the Rwandans detained there.

Kigali among others accuses Uganda of aiding armed elements that seek to destabilise Rwanda.

A UN report released in December 2018 confirmed that Uganda was a major source of recruits for Rwandan rebel outfits based in eastern DR Congo.

Two senior leaders of the FDLR militia arrested by Congolese authorities last year and transferred to Kigali confessed in court that they were seized as they returned from a meeting with Ugandan and RNC officials in Kampala.

Last month, the two delegations agreed on a number of issues of mutual concern, including Rwanda providing Uganda with a list of its nationals believed to be detained in Uganda and the latter committed to verify the information.

Sources then said the list contained 209 Rwandan nationals.

The verification would allow for due process including releasing those against whom no evidence of criminal conduct will have been found, officials said at the time.

Both parties also agreed that due process will be followed in dealing with each other's citizens and they reiterated their commitment to refraining from any acts of destabilisation against each other.

Rwanda has accused Uganda of being involved in "acts of economic sabotage" against Rwanda, and called for "full and meaningful implementation of the Luanda MoU.

The September meeting was attended by delegates from the facilitators of the peace effort, Angola and DR Congo, with the former represented by its Minister for External Relations Manuel Domingos Augusto, while the DR Congo was represented by Deputy Prime Minister and Minister for Interior Gilbert Kankonde Malaba.

SOUTH AFRICA :

South Africa's rand rattled by major power cuts

[aljazeera.com/17/10/2019](https://www.aljazeera.com/17/10/2019)

Despite economic weakness, utility troubles and weak currency, high metal prices drive Johannesburg stock market upward.

The rand fell on Wednesday as electricity outages in South Africa by state utility Eskom highlighted the challenges facing the country's ailing economy.

At 15:05 GMT, the rand was 0.47 percent weaker at 14.96 per United States dollar, after earlier hitting a one-week low of 15.055.

But the weaker currency and strong palladium prices lifted the country's main stock index to a three-and-a-half-week high.

Wednesday's energy cuts - after a number of Eskom generating units broke down - put more pressure on the country's struggling finances ahead of a review by Moody's on November 1.

Moody's is the last of the big three credit rating agencies to have an investment-grade rating for the key economy at the southern tip of Africa.

The longer the blackouts go on, "the worse it will be for the rand", said Andre Botha, a currency dealer at TreasuryOne.

And the country's gross domestic product is forecast to grow less than one percent this year, with the problems at Eskom one of the main contributing factors.

'This is when we make money'

The power cuts on Wednesday highlight the challenges facing President Cyril Ramaphosa in rescuing the state power firm.

Eskom said it would cut 2,000 megawatts of power from 9am local time (07:00 GMT) until 11pm (21:00 GMT) on a rotational basis across the country - the first power cuts in around seven months.

The firm produces more than 90 percent of South Africa's electricity, but has been hobbled by technical faults at its fleet of mainly coal-fired power stations.

Johannesburg residents, who have grown accustomed to frequent power outages over the past decade, expressed renewed frustration about the impact of the power cuts on their lives.

"It's almost year-end, and this is when we make money," said Bridgette Moyo, 29, a hairstylist. "We make money out of this business through electricity. If it's not there, then we are going down."

Eskom said close to a quarter of its roughly 45,000-megawatt capacity was offline on Wednesday because of unplanned breakdowns and faults including boiler tube leaks and a broken conveyor belt for coal.

The company's executives had achieved some improvements in plant performance earlier in the

year, but analysts said the company's spare capacity had declined in recent weeks.

The cuts come at a critical time for energy policy, as cabinet ministers prepare to debate the country's long-term electricity generation plan.

Publishing that plan is seen as crucial to unlock sorely needed investment in power generation.

The government is expected to name a new chief executive for Eskom after the previous CEO stepped down in July - and to publish a paper detailing further steps to reform the utility.

'Gold index is up'

Debilitating power cuts in February and March pushed first-quarter economic growth into contraction and raised the likelihood of South Africa losing its investment-grade rating.

On the stock market, gold producer Sibanye-Stillwater on Wednesday led the Top 40 index higher as the precious metals miner benefited from booming palladium.

The metal, used in vehicle exhausts to reduce harmful emissions, rose 2.4 percent to 26,510 rand (\$1,774.32) an ounce, after hitting a record high of 26,588 rand (\$1,779.23) earlier.

This pushed Sibanye up 5.44 percent to 25.01 rand (\$1.67).

The weaker currency sent other commodity stocks such as Harmony Gold up 2.99 percent to 44.49 rand (\$2.98), and AngloGold Ashanti up 2.11 percent to 300.19 rand (\$20.90).

A weaker rand is beneficial for commodity companies because their exports - sold in dollars - are more affordable to purchasers.

The Johannesburg All-Share index rose 0.93 percent to 56,090, while the Top 40 index gained 0.94 percent to close at 49,855 points.

"Today you've got everything going positive," Cratos Capital equities trader Greg Davies said. "The gold index is up [2.18 percent] and the resources are a bit better because of the weaker rand."

SOURCE: Reuters news agency

TANZANIA :

Tanzania Government Ordered to Pay Standard Chartered-Hong Kong \$185.4 Million

17 October 2019/The Citizen (Dar es Salaam)

Dar es Salaam — The controversies regarding the power deal with Independent Power Tanzania Ltd (IPTL) has resurfaced after an international tribunal ordered the government to pay \$185.4 million as compensation to Standard Chartered Bank of Hong Kong for breach of agreement.

The bank submitted a dispute to the International Centre for Settlement of Investment Disputes (ICSID) in 2015 against the government of Tanzania.

The tribunal stated in its decision published on Tuesday that the government breached agreement it signed with IPTL in 1995.

The pact restricted the government from expropriation and discrimination, among other conditions. The agreement was governed by the Tanzanian law but contains a clause for the ICSID arbitration.

However, in a quick rejoinder to the development, government spokesman Hassan Abbasi said Tanzanians had no reason to worry about the tribunal's decision as the government did not borrow from the bank.

"Basically, the debt involves IPTL and Standard Chartered Bank Hong Kong and the government was joined to the dispute just as a matter of legal principles. Tanzania does not owe the bank but following the tribunal decision, we will follow the legal procedures to make sure that IPTL repays the money," stated Dr Abbasi in a tweet yesterday.

In 1995, IPTL, which was owned by Malaysia's Mechmar and Tanzanian VIP Engineering and Marketing Ltd, signed an agreement with Tanzania Electric Company Ltd (Tanesco) to provide 100 megawatts through a plant located at Tegeta on the outskirts of Dar es Salaam.

IPTL raised money from a consortium of creditors including Malaysian banks for the project and the company had to repay the loan using money it generated from sales of electricity. This debt was later acquired by Standard Chartered Bank Hong Kong.

The bank argued before the tribunal that Tanesco was obliged by the implementation agreement to provide security for the loan and if it failed the government would chip in.

The agreement restricted the government from expropriation and discrimination.

However, the release of the funds in 2013 from the Tegeta Escrow Account to Pan Africa Power Solutions Ltd (PAP) - a company which controlled IPTL - was seen as discriminatory.

"In the Tribunal's view, these are discriminatory actions which materially and adversely affected the enjoyment of the rights and interests of SCB HK and IPTL and were thereby in breach of Article 16.1 of the Implementation Agreement," the tribunal stated.

Transfer of funds from the Tegeta Escrow Account was investigated and some tycoons have been charged with economic crimes for their alleged involvement.

Mr Habinder Singh Seth of Pan Africa Power Solutions Tanzania and VIP Engineering's James Rugemalila, who jointly 'own' the IPTL are accused of siphoning a whopping Sh306 billion from the Tegeta Escrow account at the central bank jointly opened by Tanzania Electric Supply Company (Tanesco) and IPTL pending a tussle over capacity charges between the two in local and international courts.

Part of the siphoned money was disbursed to politicians, government executives, judges and religious leaders.

The scandal prompted to resignation of former Attorney General (AG) Fredrick Werema and two ministers by then.

KENYA :

Le Kenya inaugure le deuxième tronçon de 120 km du Standard Gauge Railway construit par la Chine à 1,5 milliard USD

17 octobre 2019/Agence Ecofin

(Agence Ecofin) - Le président kenyan, Uhuru Kenyatta, a officiellement inauguré, le mercredi 16 octobre 2019, le deuxième tronçon du Standard Gauge Railway (SGR) qui relie Nairobi à la ville de Naivasha, dans la région de Rift Valley.

Ce segment de 120 km dont le coût s'élève à 1,5 milliard de dollars a été financé et exécuté par la Chine. Il compte 12 gares sur son tracé et rejoint une autre ligne de 3,2 milliards de dollars, également construite sur fonds chinois, qui depuis 2017 connecte Mombasa à la capitale Nairobi.

La mise en service de Nairobi-Naivasha va renforcer la compétitivité des produits manufacturés du Kenya à l'étranger. L'un des avantages immédiats attendus sera une réduction significative des coûts du fret du port de Mombasa vers des pays tels que l'Ouganda, le Sud-Soudan, le Rwanda, la République démocratique du Congo, l'Ethiopie, soutiennent les experts kenyans.

À terme, le SGR s'entendra jusqu'à Malaba à la frontière ougandaise. Les discussions sont toujours en cours avec la Chine pour le financement du dernier segment, dont le coût est estimé à 3,7 milliards de dollars.

Soulignons toutefois que ce méga projet n'a pas manqué de susciter des critiques notamment pour son coût de réalisation qui serait quatre fois plus élevé que le coût initial. Le gouvernement, en réponse, a expliqué que les coûts supplémentaires étaient dus aux contraintes techniques et géologiques qui ont nécessité la construction de plusieurs ponts et tunnels sur le tracé.

ANGOLA :

Angola: le gouvernement veut atteindre un objectif de déficit zéro pour le budget 2020

17 octobre 2019/Agence Ecofin

(Agence Ecofin) - L'Etat angolais envisage d'atteindre un objectif de déficit zéro pour son budget, a annoncé mardi dernier, Aia-Eza da Silva (photo), secrétaire au budget du gouvernement.

Ce nouvel objectif se base sur les performances réalisées par le gouvernement dans le cadre du budget de l'année 2019. Dans une allocution adressée au Parlement cette semaine, le chef de l'Etat, Joao Lourenço, indiquait que le déficit budgétaire 2019 « est actuellement excédentaire, ce qui permet de réduire l'utilisation de la dette publique ».

Ainsi, pour le prochain budget, le secteur pétrolier devrait connaître une croissance de 1,5%, supérieure à celle négative de -5,2% en 2019. Elle devrait être tirée par la reprise de la production dans les champs de Rala, Bagre et Albacore du bloc 2/05 du champ d'Agogo, la phase 1 du bloc 15/06 et le projet Gimboa Noroeste (GimNW) du bloc 4/04.

Grâce aux réformes visant à diversifier les sources de revenus de l'économie pétro-dépendante, le secteur pétrolier devrait quant à lui croître de 1,9%, en hausse par rapport à 2019.

Notons que pour 2020, le FMI table sur une reprise de la croissance du pays à 1,2% contre une croissance négative de -0,3% pour cette année.

AU/AFRICA :

Guinée : La Communauté internationale appelle au « respect du cadre constitutionnel » ...
africaguinee.com/2019/10/17

CONAKRY- La communauté internationale réussira t-elle à faire plier le Président Alpha Condé dans sa « supposée » intention d'organiser un référendum Constitutionnel ? Alors que violences ont déjà fait 9 morts depuis le début des manifestations le lundi 14 octobre dernier, la communauté internationale a appelé ce mercredi 16 octobre 2019 au « respect du cadre constitutionnel » à travers notamment l'organisation d'élections libres, crédibles et transparentes. Il s'agira notamment de la tenue des élections législatives et présidentielles.

Plusieurs responsables d'organisations de la société civile ont été arrêtés ces derniers jours à Conakry. Leur procès s'est ouvert ce mercredi 16 octobre 2019 à Conakry. Abdourahmane Sanoh, Sékou Koundouno et cie sont toujours détenus à la maison centrale de Conakry.

La communauté internationale qui suit de près cette situation a estimé qu'une « éventuelle libération rapide des personnes détenues de façon préventive serait de nature à aider à l'apaisement ».

Seacom et Vodacom Business Africa s'unissent pour fournir de la connectivité à haut débit à travers l'Afrique

17 octobre 2019 /Agence Ecofin

(Agence Ecofin) - Le fournisseur panafricain de connectivité Internet par fibre optique, Seacom, s'est associé à Vodacom Business Africa, la branche entreprise de l'opérateur télécoms Vodacom Group, pour étendre la portée de leur marché de la data à haut débit en Afrique.

D'après Guy Clarke, le directeur général de Vodacom Business Africa, le principal avantage pour l'entreprise est que ses clients auront leur accès associé à une exécution de contrat unique sur plusieurs territoires, avec un service client transfrontalier. Il a exprimé sa conviction que ce partenariat, qui aidera Vodacom à renforcer la présence de son service Internet fixe pour entreprises sur l'ensemble du continent, se traduira également par une croissance pour les deux parties.

Seacom, qui se réjouit du partenariat qui lui donnera accès à la vaste empreinte de Vodacom Business Africa, compte sur les capacités data supplémentaires qui y sont associées pour mieux fournir des solutions d'entreprise à ses clients, notamment l'Internet des objets, le cloud et les communications unifiées.

Seacom répondra ainsi aux demandes en connectivité des clients et des partenaires au-delà des marchés existants et de l'empreinte infrastructurelle de Vodacom. Steve Briggs, le directeur commercial de Seacom, a expliqué que la connexion de l'entreprise au « réseau de Vodacom Business Africa augmentera considérablement la portée géographique des clients de Seacom Business à travers le continent ».

UN/AFRICA :

US/AFRICA :

African migration to the United States is the fastest-rising—in spite of Trump

October 14, 2019/qz.com

Africa has the fastest-growing number of immigrants in the United States, according to a Quartz analysis of US Census Bureau data.

The number of African migrants grew at a rate of almost 50% from 2010 to 2018. This is more than double the growth rate of migration to the US from Asia, South America or the Caribbean. It's worth noting the higher growth rate of Africans is partly influenced by the relatively smaller African migrant communities compared with the size of longer-established communities from Central America, for example.

This is true even among African communities. While Nigerians remain the largest population group of African immigrants in the US, Cameroon leads the list in terms of rate of growth. The number of Cameroonian-born migrants in the US doubled to 80,000 in 2018 compared with 2010, with much of that growth occurring in the last several years. This makes the Cameroonian population the fastest growing in the US. These numbers are based on survey results and are likely to be accurate within 10,000 people.

The so called Anglophone crisis in Cameroon, where the government's crackdown on protests by English-speaking citizens has fueled a separatist movement in the predominantly French-speaking country is likely partly responsible for the spike. The protests against the Francophone-led government have led to violent battles in recent years, causing Cameroonians to flee the country.

But the increase doesn't just stem from Africans and Cameroonians seeking asylum or refugee status, it also comes from those coming to the US to further their education. According to the UNESCO Institute of Statistics, from 2006 to 2014, the number of African students pursuing post-secondary degrees abroad grew 24%, rising from about 343,000 to 427,000. It rose 9% from 2013 to 2014 alone.

Africans have also benefited from the US Diversity Visa Lottery Program, better known as the "Green Card lottery." Countries like Ghana, which is also among the top five African countries with a fast-growing immigrant population in the US, had the highest number of applicants than any other country in 2015 and at least a million applicants in 2016. The US State Department sets regional quotas every year and in 2017, the largest number of visas (about 19,000) went to citizens of African countries.

However, recent moves by the Trump administration could affect these trends. His administration has been accused of using "workarounds" to limit legal migration from certain regions of the world including Africa and the Caribbean. One of such policy is restricting who can apply for a diversity visa by mandating that all applicants have valid passports. Immigrant advocates say this development could deter applicants from the developing world.

"This seems like a backdoor strategy to discourage low-income people from applying for the diversity visa lottery; we know that this president has expressed strong preference for immigrants that are wealthy, white and European," said Amaha Kassa, executive director of the nonprofit, African Communities Together.

While it remains to be seen how new US immigration policies will impact the flow of African

migrants, Kassa says that any declines in the numbers will likely be temporary. “This is a detour because I don’t think majority of Americans agree with Trump’s restrictionist agenda.

“As long as African migrants have children who are becoming citizens and voters, over time we will become a more welcoming and inclusive society.”

CANADA/AFRICA :

AUSTRALIA/AFRICA :

EU/AFRICA :

CHINA/AFRICA :

Nairobi hosts China-Africa Mobile Internet Economy Summit

By CGTN Africa/17/10/2019

Representatives from over 100 tech companies gathered in Nairobi Tuesday for the start of a two-day conference that brought together some of the leading lights of the continent’s ongoing digital revolution.

The China-Africa Mobile Internet Economy Summit featured workshops, panels and showcases spanning a diverse range of commercial applications for mobile technologies. Attendees highlighted how advancements in digital tech are reshaping the way Africans do business in the fields of agriculture, finance, entertainment, communications and logistics.

The summit was largely funded by TECNO Mobile, the Chinese cell phone-manufacturing juggernaut that, together with other Transsion brands like Itel and Infinix, sells more phones on the continent than any other.

But the activities of the mobile tech powerhouse are not limited to hardware alone. App innovations from Transsion, like Vskit — a short video platform similar to other Chinese software hits like TikTok — are also beginning to make their mark.

“It’s a mobile app that allows users to create, share and explore videos which are cool and fun,” says Vskit’s Overseas Head Daniel Lin, “but it’s also a social community that connects video creators and their fans.”

For Lin, the app’s singular focus on local markets is a big part of what sets it apart from the competition. “It’s the only short video app focused on Africa in the whole world,” he says. “More than half of our local staff come from Africa and they play a very important role in the team.”

Transsion Vice President Arif Chowdhury echoed a similar sentiment. “We always believed that localized products should be marketed by a localized team” he told us. “That’s why TECNO has

been emphasizing local employees.”

INDIA/AFRICA :

BRAZIL/AFRICA :

EN BREF, CE 17 Octobre 2019... AGNEWS/OMAR, BXL, 17/10/2019